

2 Politique

**Remaniement du gouvernement
Entre limogeage et jeu de chaises musicales**

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Outre ces deux aspects, quelques entrées et des promotions internes caractérisent le nouveau gouvernement qu'il conviendra d'appeler "Issoze Ngondet III". A noter également que certains ministres perdent quelques prérogatives au profit d'autres. En somme, l'équipe gouvernementale sera composée de 38 membres en plus du Premier ministre (38+1). Contre "37 +1" que comptait la précédente.

L'INFORMATION a été rendue publique, hier, en milieu d'après-midi. Et c'est le ministre en charge des Affaires présidentielles et de la Défense nationale, Etienne Massard Kabinda Makaga, qui a lu le décret relatif au remaniement du gouvernement (lire en page 3). Plusieurs enseignements peuvent être tirés de la nouvelle copie signée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, sur proposition du Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet. Dans l'ensemble, du point de vue du nombre, la nouvelle équipe gouvernementale ne diffère de la précédente que d'un membre, avec 38 contre 37 ; soit "38+1" avec le chef du gouvernement.

D'une manière générale, on note un limogeage, un jeu de chaises musicales et quelques promotions. C'est l'ancien ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, chargé du Programme Graine, Yves-Fernand Manfoumbi qui a été limogé. D'aucuns y voient les conséquences de son acte à



Photo : Gaston Ngoubilli

Le Ministre d'Etat Francis Nkéa Nzigue quitte finalement la Justice pour l'Habitat.



Photo : DR

Guy Rossatanga-Rignault, le nouveau ministre de la Pêche, de la Mer et de la Sécurité maritime.



Photo : Mombou

Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, jusque-là ministre délégué aux Travaux publics, devient ministre plein à la Justice, Garde des Sceaux.



Photo : Bandoma

La députée de Ndendé, Solange Mbondzi, intègre le gouvernement en qualité de ministre déléguée auprès du ministre d'Etat en charge du Budget et des Comptes publics.

la fois surprenant et blâmable, le week-end dernier à Ndendé où il est membre du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (lire ci-dessous).

S'agissant des promotions, on enregistre deux entrées. Celles de Guy Rossatanga-Rignault, jusque-là secrétaire général de la présidence de la Répu-

blique, nommé ministre de la Pêche, de la Mer et de la Sécurité maritime ; et de l'actuelle députée de la Dola, Solange Mbondzi, qui fait son entrée comme ministre

déléguée auprès du ministre d'Etat, ministre du Budget et des Comptes publics. L'autre gros fait marquant est le départ du ministre d'Etat Francis Nkéa

Ndzigue, du ministère de la Justice, Garde des Sceaux. Ce dernier était à l'origine d'un mouvement de grève des magistrats depuis décembre 2017. Lesquels exigeaient son départ de ce département suite à des propos traitant les magistrats de "corrompus". Malgré quelques tergiversations et autres atermoiements, les hommes de lois ont fini par obtenir satisfaction... Toutefois, Nkéa Nzigue conserve son rang de ministre d'Etat et devient ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadre de vie.

Désormais le ministère de la Justice, Garde des Sceaux, sera géré par Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, jusque-là ministre délégué auprès du ministre d'Etat en charge des Infrastructures, des Travaux publics et de l'Aménagement du Territoire. De même, Biendi Maganga Moussavou remplace Yves-Fernand Manfoumbi à la tête du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, chargé du Programme Graine. Son ancien portefeuille (Petites et Moyennes entreprises, Entrepreneuriat national et Insertion des Jeunes) est scindé en deux. Les deux premiers volets vont au ministère du Commerce que gère Madeleine Berre ; et l'Insertion des jeunes est rattaché au ministère du Travail dirigé par Carmen Ndaot.

Par ailleurs, celui qui devrait se poser des questions est sans doute le ministre d'Etat Josué Mbadinda qui, tout en conservant son rang, part de l'Habitat, de l'Urbanisme pour la Famille et la Protection de l'Enfance...

Yves-Fernand Manfoumbi prend la porte

J.K.M

Libreville/Gabon

Certains y voient sans doute la sanction de ses gesticulations et autres piferies, le week-end dernier, à Ndendé, chef-lieu du département de la Dola dont il est originaire.

L'ÉVICTION d'Yves-Fernand Manfoumbi du gouvernement ne peut étonner personne. À voir les réactions d'indignation provoquées dans l'opinion par les photos de l'ancien ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, chargé du Programme Graine se roulant par terre tel un saltimbanque, le week-end dernier à Ndendé, un micro à la main, au cours de la cérémonie de présentation des nouveaux res-

ponsables du Parti démocratique gabonais (PDG) dans cette contrée, on pouvait légitimement penser que ses jours au gouvernement étaient comptés. Car, aussi loin que nous remontons dans l'histoire politique de notre pays, c'était bien la première fois que des Gabonais voyaient, ahuris, un homme politique, qui plus est membre du gouvernement, se trémousser sur le sol, tout recouvert de poussière. Des images qui ont altéré, d'une certaine manière, la dignité et le prestige inhérents aux responsabilités gouvernementales. Car, qu'on se le dise, lorsqu'on devient membre du gouvernement, on se doit d'être exemplaire à tout point de vue. Et avoir une posture irréprochable... Malheureusement, force



Photo : Gaston Ngoubilli

Le désormais ancien ministre de l'Agriculture, en charge de l'Elevage, chargé du programme Graine, Yves-Fernand Manfoumbi.

est de constater que certains ministres se départis-

sent de cette obligation. Comme quoi, d'aucuns ont

du mal à s'approprier le changement de paradigme impulsé par les plus hautes autorités de la République. Qu'à cela ne tienne, ce n'est pas la première fois qu'un ministre se fait débarquer du gouvernement du fait de sa conduite. Avant Yves-Fernand Manfoumbi, Léon Nzouba, alors ministre de l'Éducation nationale, avait, lui aussi, quitté le gouvernement pour s'être agenouillé, devant la cathédrale Notre Dame de l'Assomption, devant les élèves de classes de terminales qui observaient une grève de la faim à la suite de leur échec au baccalauréat, après les réformes initiées par Séraphin Moundounga. Quoiqu'il en soit, à ce qui semble, Yves-Fernand Manfoumbi a essayé d'éteindre la tempête pro-

voquée par sa prestation. Laquelle, a-t-il relevé, est à mettre à l'actif de son engagement politique et de sa détermination à défendre les idéaux du PDG. Visiblement, il n'a convaincu personne. Reste que devenu un citoyen ordinaire, il pourrait ne plus être à l'abri de "l'opération Mamba". Tant son nom serait régulièrement cité parmi les nombreuses personnalités ayant bénéficié des largesses de la galaxie Guido Santullo, à la tête de la direction générale du Budget. En tout cas, à ce qu'il semble, l'avenir de l'ancien ministre de l'Agriculture pourrait désormais s'écrire en pointillés. Car pas sûr que le PDG l'investisse après son éviction du gouvernement, lors des prochaines Législatives.